

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE, GÉOPOLITIQUE ET SCIENCES POLITIQUES : QUELLES DÉMARCHES ?

1. PENSER EN GÉOGRAPHE

De façon très schématique, et donc forcément très caricaturale, on peut distinguer **trois moments de la discipline** :

- Un premier temps [...] « classique ». [...] Un deuxième temps où la géographie abandonne ses fondements naturalistes pour devenir une science sociale (années 1960). Son objet devient l'espace géographique, c'est-à-dire l'espace en tant qu'il est *organisé* par les sociétés. La démarche est hypothético-déductive (émettre des hypothèses, recueillir des données, puis tester les résultats pour réfuter ou appuyer les hypothèses).

- Un dernier temps est celui du territoire, c'est-à-dire l'espace en tant qu'il est *approprié* par les sociétés, les groupes, les individus. Cette appropriation pouvant être politique et/ou subjective. Avec le territoire, la géographie devient politique et humaniste (elle prend en compte le vécu, le perçu, les pratiques, l'identité, les individus). [...]

On peut résumer en quatre grandes questions le questionnement géographique : Quoi ? (identifier l'objet). Où ? (localiser dans l'espace et dans le temps). Pourquoi ici et pas ailleurs ? (saisir la singularité de l'objet). Pourquoi et comment ? (expliquer).

Ce questionnement s'accompagne d'un certain nombre de réflexes.

1. Combiner les échelles d'observation et d'analyse : c'est l'*approche multi-scalaire*, qui implique de mobiliser plusieurs échelles spatiales (locale, régionale, nationale, continentale, mondiale) et temporelles (temps long, temps court, etc.).

2. Observer l'interaction entre les échelles : c'est l'*approche transcalaire*, rendue indispensable par la globalisation de certains processus (comprendre comment le local est dans le global, et inversement).

3. Opérer un va-et-vient constant entre le général et le particulier. Tout raisonnement géographique doit s'appuyer sur des exemples concrets spatialisés. Inversement, chaque cas particulier doit être mis en regard avec d'autres cas et être analysé à partir de concepts qui permettent une montée en généralité.

4. Apporter une attention particulière aux « acteurs », c'est-à-dire aux personnes, groupes, institutions qui agissent sur (et grâce) à l'espace géographique.

5. Souligner les interactions entre activités et acteurs (exemple : la station de sport d'hiver et les conséquences sur l'agriculture). C'est l'*approche systémique*.

6. Montrer les évolutions des phénomènes observés, observer les flux, faire de la prospective (projeter dans le futur des scénarios nombreux et complexes). C'est l'*approche dynamique*.

Le tout permettant d'étudier la dimension spatiale des sociétés et des faits sociaux.

D'après Magali Reghezza-Zitt (géographe), préface à la *Géographie de la France* d'Eloïse Libourel, Armand Colin, 2017

2. PENSER EN GÉOPOLITICIEN

La première difficulté consiste à définir le terme de géopolitique. Les travaux d'Yves Lacoste [...] nous paraissent avoir apporté la réponse la plus satisfaisante. Aussi proposons-nous de considérer la géopolitique comme l'étude des rivalités de pouvoir(s) et/ou d'influence(s) sur un territoire donné. Le lien entre le pouvoir et le territoire sur lequel il s'exerce, tente de s'exercer, est empêché de s'exercer, refuse de s'exercer ou ne s'exerce pas, marque toute l'histoire de l'humanité. Cette relation pouvoir-territoire peut revêtir des formes diverses, depuis la compétition électorale jusqu'à la guerre mondiale en passant par la concurrence économique, par exemple. [...]

Examinons la démarche générale. Alors qu'une crise ou un conflit attirent l'attention, le point de départ de leur analyse géopolitique suppose la collecte d'informations. Les sources en sont pratiquement infinies [...]. Il faut établir une sélection rigoureuse en fonction d'un seul et unique critère, qui constitue la problématique récurrente de l'analyse géopolitique : pourquoi tel territoire donne-t-il lieu à des affrontements ? Autrement dit, toute analyse géopolitique cherche à comprendre ce qui est en jeu : l'information est donc triée en fonction de son aptitude ou non à éclairer ce qui est, précisément, en jeu.

Il s'agit bien de rechercher tout ce qui est en jeu et non pas de se limiter aux enjeux. En effet, il convient de répertorier les enjeux matériels et les caractéristiques du cadre de la confrontation, mais également d'étudier les spécificités des acteurs locaux, de cerner les idées qui amènent ces derniers dans le jeu sanglant de l'affrontement, ainsi que d'identifier les acteurs extérieurs qui participent au jeu (ou le mènent) et de comprendre pourquoi. L'analyse géopolitique part, donc, du territoire (I), puis s'intéresse aux hommes (II) qui s'y trouvent, cerne ensuite leurs motivations (III) et, enfin, repère les agents extérieurs (IV). [...]

La documentation nécessaire à l'intelligence des crises et des conflits n'est pas réservée à un cercle restreint de spécialistes : peu d'éléments sont tenus cachés [...]. Par conséquent, si l'on sait ce que l'on cherche, on peut trouver la quasi-totalité des éléments de compréhension dans l'information « ouverte » [...]. La quête par le biais d'un moteur de recherche est très aléatoire : la qualité des documents et, surtout, leur fiabilité, sont extrêmement variables. En somme, la compréhension des crises et des conflits passe par une enquête rigoureuse étayée par une documentation fiable.

Patrice Gourdin (professeur à l'IEP d'Aix-Marseille), [introduction](#) à *Géopolitiques, manuel pratique*, Choiseul, 2010

3. PENSER EN POLITOLOGUE

Durant des décennies, la science politique a été envisagée comme la « science de l'État » et de son fonctionnement. Dans les années 1950-1960, la science politique a été redéfinie comme la « science du pouvoir ». En effet, si l'État n'est pas un phénomène universel, le pouvoir lui l'est. Assez vite donc, la science politique a élargi son regard vers d'autres séries d'**acteurs** : les partis politiques, les dirigeants politiques, l'administration, les groupes de pression ou lobbys, l'opinion publique. Elle étudie aussi les **processus** politiques (la socialisation politique, les processus électoraux, le processus de mobilisation collective : ex. l'émergence des conflits sociaux, etc.), les **pratiques** politiques (l'étude des règles officielles et officieuses propres à la politique mais aussi l'étude des instruments utilisés comme la communication), et les **idéaux** politiques (les valeurs dominantes de la société et leur mutation). [...]

Comment appréhender cet objet politique mouvant et indéfinissable ? Il existe des controverses importantes qui mettent aux prises des choix initiaux fondamentaux.

- La tradition du normativisme : il s'agit, comme Platon, de normer le réel, de dire « ce qui doit-être », de privilégier les idées, les concepts, pour construire un idéal. [...] On doit à cette tradition de grandes réalisations comme les notions d'État, de libertés, etc. La limite est de cette approche est bien connue : on ne peut pas conceptualiser le réel sans une connaissance de celui-ci.

- La tradition de l'empirisme : à la suite d'Aristote, l'empirisme repose sur une « religion du fait » proche de celle régnant dans le journalisme. L'idée sous-jacente est que le fait est porteur de signification en lui-même. On utilisera beaucoup de techniques statistiques, mathématiques pour enregistrer et mesurer ces faits. Le travail de terrain devient prioritaire en développant une méthode d'observation particulière (ethnologique). L'enjeu est la collecte et la description de faits qui s'imposent immédiatement à l'observateur. Cela conduit à privilégier ce qui est visible, quantifiable aisément.

L'empirisme a introduit une rigueur, une précision et des outils précieux en science politique. Mais il ne doit pas faire oublier qu'aucune intelligence ne ressort des faits eux-mêmes. Pour cela, il faut une grille de lecture qui provient toujours d'un élément normatif. L'impératif est donc : ni les faits seuls, ni les valeurs seules mais les faits et les valeurs ensembles [...]. Ainsi, la science politique forge un savoir (*les faits*) dégageant des règles générales de fonctionnement des sociétés politiques (*les concepts*).

D'après Arnauld Leclerc (politologue à l'université de Nantes), « Qu'est-ce que la science politique », cours.unjf.fr/, 2018

4. PENSER EN HISTORIEN

S'il est une conviction bien ancrée dans l'opinion publique, c'est qu'en histoire il y a des faits et qu'il faut les savoir [...]. Dans l'enseignement, les faits sont tous faits. Mais dans la recherche, il faut les faire [...]. Comment s'assurer que l'histoire n'est pas une suite d'opinions subjectives que chacun serait libre d'accepter ? Le souci des faits en histoire est celui même de l'administration de la preuve. L'historien donne au lecteur le moyen de vérifier ce qu'il affirme (renvois aux sources et citations). Pas d'affirmation sans preuves, c'est-à-dire pas d'histoire sans faits [...].

Comment établir des faits certains ? La réponse réside dans la méthode critique. Il faut déjà être historien pour critiquer un document car il s'agit, pour l'essentiel, de le confronter avec tout ce que l'on sait déjà du sujet qu'il traite, du lieu et du moment qu'il concerne. La critique porte sur la cohérence du document, par exemple la compatibilité entre la date qu'il porte et les faits dont il parle (**critique interne**). D'où vient le document ? Qui en est l'auteur ? L'auteur est-il sincère ? Sa position lui permettrait-elle de disposer des bonnes informations ? On identifie deux séries de questions distinctes : *critique de sincérité* (attentive aux mensonges) et *critique d'exactitude* (attentive aux erreurs). La critique peut aussi porter sur les critères matériels du document, pour discerner un authentique d'un faux (**critique externe**). [...] L'attitude critique n'est pas naturelle. Mais elle est centrale. Car l'histoire ne se réduit pas à la « connaissance du passé ». Encore faut-il l'établir. Le passé nous a laissé des traces, mais elles seules ne font pas l'histoire. L'historien recueille ces traces (textes, monnaies, images...) et, à l'aide de l'indispensable critique, en établit des faits. Mais ce procédé n'est pas propre à l'historien : les politologues, sociologues, juges, etc., tous interprètent des traces [...].

La naïveté serait de croire que l'histoire se réduit à l'enchaînement document (trace) / critique / fait. Car il n'y a pas de faits sans questions, sans hypothèses préalables. L'histoire n'est pas une pêche au filet. On ne trouve jamais la réponse à des questions qu'on ne s'est pas posées. L'histoire ne se définit pas par son objet : le passé est multiple (politique, social, culturel, militaire, géologique, etc.). L'histoire ne se définit pas non plus par ses supports. « Le document lui-même n'existe pas antérieurement à l'intervention de la curiosité de l'historien », disait M. Bloch. Ainsi l'historien n'épuise jamais ses documents, il peut toujours les réinterroger avec d'autres questions. C'est la question qui construit l'objet historique, en procédant à un découpage original dans l'univers sans limite des faits et documents possibles [...].

D'après Antoine Prost (historien), *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, 1996

ACTIVITÉ : Pour chaque discipline, identifiez ce qui la distingue dans sa nature (son objet), puis dans sa démarche (ses méthodes).

Qu'est-ce, finalement, que penser en géographe ? En historien ? En politologue ? En géopoliticien ?